Revue de la presse arménienne du 2 mars 2021

Pachinian annonce des élections anticipées et un référendum constitutionnel ; il accuse Serge Sarkissian d'être à l'origine de la déclaration du chef d'état-major/ Le 1er mars, deux rassemblements ont eu lieu simultanément à Erevan. Nikol Pachinian a convoqué ses partisans sur la place de la République alors que l'opposition a continué ses manifestations sur l'avenue Baghramyan devant le Parlement. Tout d'abord, Pachinian a invité ses partisans à faire une minute de silence en hommage aux victimes de la guerre et puis en hommage aux victimes des évènements du 1er mars 2008. Pachinian a ensuite rejeté les allégations selon lesquels il aurait utilisé les ressources administratives pour forcer des gens à venir à son rassemblement. Pachinian a qualifié le 1er mars 2008 d'un des épisodes de la lutte du peuple. Selon lui, l'affaire du 1er mars 2008 est résolue, même si ceux qui ont tiré sur les manifestants n'ont pas été trouvés, le contexte a été mis à jour. Pachinian a insisté sur le fait qu'une évaluation du tribunal était nécessaire dans cette affaire. Il a accusé la défense de Robert kocharyan prolonger artificiellement le procès, « *car certains ont l'espoir de saisir le pouvoir du peuple* ». Selon lui, les autorités de l'époque ont utilisé l'armée pour ne pas permettre l'expression de libre volonté du peuple et à l'époque, les organes d'enquête ont truqué les preuves pour qu'on ne puisse pas trouver ceux qui ont tiré sur les manifestants en 2008. Selon Pachinian, ces mêmes personnes essayent aujourd'hui de sortir l'armée contre le peuple et contre les autorités légitimement élues par le peuple. Pachinian a accusé le chef d'état-major général, Onik Gasparyan, d'avoir agi sous la pression du troisième Président, Serge Sarkissian, et d'avoir suivi les ordres de Sarkissian au lieu d'obéir à la demande de son supérieur direct. Il a qualifié les actions de Gasparyan de trahison. Pachinian a réitéré que Gasparyan devrait se retirer. Le Premier ministre a déclaré qu'il avait une nouvelle fois envoyé une proposition au Président pour relever Gasparyan de son poste et a exprimé son espoir que le Président le signerait. Le Premier ministre a démenti les rumeurs selon lesquelles le gouvernement voudrait faire porter la responsabilité de la défaite aux dirigeants de l'armée. Selon Pachinian, Onik Gasparyan devrait démissionner, mais les autres généraux qui ont soutenu la demande de démission du gouvernement devraient reprendre le travail. Pachinian a déclaré qu'il n'y aurait pas de « *vendetta* » contre les hauts responsables militaires. « *L'armée a été amenée à croire que le gouvernement veut poursuivre l'armée. Elles [les autorités précédentes] l'ont fait afin de cacher les auteurs présumés derrière le dos de véritables héros qui ne se sont pas épargnés au nom de la mère patrie* ». Selon lui, les personnes qui ont monté l'armée contre leur propre peuple en mars 2008 essaient maintenant de faire pareil. « *Ces mêmes personnes essaient encore aujourd'hui de faire sortir l'armée contre le peuple et le gouvernement légitime élu par ce peuple* ». Pachinian a qualifié la déclaration d'Onik Gasparyan d'absolument illégale, car la Constitution établit clairement la neutralité des forces armées en matière politique. Il a déclaré en même temps que, du moins pour le moment, ni Gasparyan, ni les forces armées n'ont franchi les « lignes rouges » et qu'il espérait que ce ne serait pas le cas. Selon Pachinian, pendant 30 ans d'indépendance, les autorités ont fait toutes les erreurs possibles. Au cours des deux dernières années et dix mois, après la révolution, toutes les erreurs possibles ont également été commises : « *Il s'agit de notre gouvernement, il s'agit de moi personnellement. Je voudrais m'excuser auprès de vous tous, tous les citoyens d'Arménie, tous les Arméniens de la diaspora, et tous les citoyens du Karabakh pour les erreurs que j'ai commises* ». Selon lui, la principale raison des erreurs de sa part et de son gouvernement était que les autorités bénéficiaient de l'amour du peuple. *« Nous étions tellement aimés que, pour tenter de justifier cet amour populaire et notre amour pour le peuple et la patrie, nous voulions tout faire avec précision et perfection » a déclaré Pachinian notant que la recherche d'options idéales avait, dans de nombreux cas, conduit à l'inaction.* Selon lui, parfois, le choix était entre le mauvais et le pire, et les autorités refusaient de donner la préférence. Pachinian a également annoncé qu'il souhaitait tenir en octobre prochain un référendum constitutionnel. « *La constitution, adoptée en 2015 et entrée en vigueur en 2018, a révélé un grand nombre de défauts pour nous, notamment le risque de créer des situations de crise. Nous pensons que le passage à une forme semi-présidentielle serait l'une des meilleures options* » a déclaré Pachinian. Selon lui, ce processus doit être mené en étroite collaboration avec le Parlement, le gouvernement, les forces politiques, le Président et la société civile. « *Avant le référendum même, le Parlement pourra modifier certains articles de la Constitution qui ne nécessitent pas de vote populaire* » a ajouté Pachinian. Pachinian a déclaré que personne n'avait le droit de priver le peuple de son

pouvoir et de sa victoire. Il a appelé l'opposition à se rendre aux élections législatives anticipées. Selon lui, la tenue d'élections n'a qu'un seul but : consolider la victoire du peuple. Il a ajouté que fin 2020 il avait fait une telle proposition, considérant les élections anticipées comme un moyen d'assurer la consolidation publique, mais que l'opposition avait rejeté sa proposition. Cependant, a poursuivi Pachinian, l'un des leaders de l'opposition parlementaire, Edmon Marukyan, a proposé de convoquer des élections anticipées. Du point de vue du Premier ministre, la proposition de Marukyan signifie que l'opposition était d'accord pour en tenir. Le rassemblement progouvernemental a poursuivi en forme d'une marche qui s'est achevée près du monument de Myasnikyan où les partisans de Pachinian ont déposé des fleurs en mémoire des victimes des événements du 1er mars 2008. L'opposition a, à son tour, déclaré qu'elle continuerait de camper devant le Parlement et faire des manifestations. S'exprimant lors de la manifestation de l'opposition, l'ancien ministre de la Défense arménien, Seyran Ohanyan, a déclaré qu'il était convaincu que l'armée a fait ce qu'il fallait : « *L'armée, en tant qu'entité légitime, était censée surveiller en silence la remise de nos terres en morceaux aux Turcs et aux Azéris ? Non. L'armée a fait ce qu'il fallait* ». Selon lui, l'armée a fait preuve de neutralité politique, elle n'interfère pas avec les rassemblements, mais les militaires expriment leur point de vue en tant que citoyens.

Réactions aux déclarations de Pachinian/ A la suite de la manifestation, la direction des forces armées a publié une déclaration réaffirmant son évaluation de la situation et soulignant que, quelles que soient les tentatives visant à impliquer les forces armées dans le processus politique, elle reste ferme, prudente et déterminée. « *Les forces armées, composées des fils de notre peuple et conscientes des menaces qui pèsent sur la sécurité nationale, jugent inadmissibles et demandent instamment de mettre un terme aux accusations sans fondement portées contre les forces armées et certains fonctionnaires* » dit notamment la déclaration. Le chef du parti d'opposition parlementaire « Arménie lumineuse », Edmon Marukyan, a demandé à Pachinian de présenter des preuves concernant ses accusation selon lesquelles Onik Gasparyan aurait agi sur les ordres de Serge Sarkissian. Le gendre de ce dernier, Michael Minassian, a, à son tour, déclaré que selon ses information le Service de sécurité national aurait l'enregistrement d'une conversation datant de plusieurs mois entre Sarkissian et Gasparyan. Minassian a allégué que les autorités pourraient faire un montage de cette conversation et la publier. Selon Minassian, pendant et après la guerre Serge Sarkissian a été contacté par beaucoup de personnes : militaires, ambassadeurs, volontaires etc. D'après lui, les gens consultaient Sarkissian et les anciens Président, car Pachinian serait sous les effets d'alcool et il était impossible de tenir des consultations avec lui.

Porte-parole de Pachinian: le Premier ministre a été mal informé sur les « Iskander »/ Le porte-parole du premier ministre Nikol Pachinian a déclaré que le Premier ministre arménien et le Président russe Vladimir Poutine ont discuté, entre autres, de la déclaration du leader arménien sur les systèmes de missiles Iskander lors de leur dernière conversation téléphonique. « *En combinant les faits et les données existants, le Premier ministre arménien a conclu qu'il n'avait pas été correctement informé de cette situation. De plus, la déclaration du Premier ministre n'a rien à voir avec le contenu et la qualité des relations alliées russo-arméniennes dans le secteur de la coopération militaire et militaro-industrielle. Il ne fait aucun doute que les armes russes sont l'une des meilleures au monde. La République d'Arménie continue à coopérer étroitement avec la Fédération de Russie dans les secteurs de l'industrie militaire et de la haute technologie et entend prendre des mesures pour l'approfondir encore* » a déclaré la porte-parole. Réagissant a cette déclaration, le porte-parole du Kremlin a déclaré que le Kremlin était satisfait des déclarations d'Erevan que le Premier ministre arménien avait conclu après sa conversation avec le Président russe qu'il avait été mal informé sur les « Iskander ».

Le Conseil de sécurité demande au Président de signer un décret sur la révocation du chef de l'état-major général/ Le Conseil de sécurité a publié une déclaration condamnant les tentatives d'implication de l'armée dans les processus politiques et appelant le Président à signer le décret sur la révocation du chef de l'état-major général de son poste. Selon la déclaration, la Constitution stipule clairement que les forces armées ne doivent pas être impliquées dans les processus politiques. La presse indique que selon le protocole, le Président et le chef d'état-major général ont reçu l'invitation à la réunion du Conseil de sécurité, mais ont décidé de ne pas y participer. Le Président pour des raisons de santé et le chef d'état-major général en raison de la situation créée autour de lui.

Le Président sur sa décision de ne pas signer le licenciement d'Onik Gasparyan/ Le Président Armen Sargsyan a publié une déclaration concernant la situation autour du chef d'état-major général. Selon lui, le renvoi au Premier ministre du projet de décret sur la révocation de Hovik Gasparyan a donné lieu à des spéculations inacceptables et à une réponse inadéquate. Selon Sarkissian, la mission la plus importante du Président en tant que chef de l'État est de contrôler le respect des normes constitutionnelles et d'utiliser

l'institution présidentielle comme une plateforme de dialogue et de négociations pour résoudre la situation. La déclaration indique que le Président a reçu des arguments du gouvernement sur le caractère inacceptable de ses objections et qu'il exprimerait sa position dans les termes prévus par la Constitution. La presse rappelle qu'en vertu de la Constitution, le Président peut, dans un délai de trois jours, renvoyer l'acte concerné avec ses objections à l'organe qui a présenté la proposition ou la pétition. Si l'autorité compétente n'accepte pas ces objections, le Président signe l'acte correspondant ou introduit un recours devant la Cour constitutionnelle. La presse indique que le Président a rencontré Nikol Pachinian. Selon le service de presse du président, ce dernier a visité le Président en raison des problèmes de santé de Sarkissian. Le service de presse a réfuté les rumeurs des médias selon lesquelles, lors de la réunion, Pachinian aurait tenté de faire pression sur le Président pour qu'il signe le licenciement du chef d'état-major général.

Les autorités de facto du Karabakh demandent à Bakou de respecter la déclaration trilatérale sur la question des prisonniers/ Le ministère de facto des Affaires étrangères du Haut-Karabakh a publié une déclaration exigeant que l'Azerbaïdjan, conformément aux dispositions de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 et des Conventions de Genève, respecte ses obligations en vertu du droit international humanitaire et ne justifie pas ses violations par des déclarations sans fondement et illégitimes. Le Ministère a également noté que les 64 militaires capturés en décembre étaient stationnés dans les villages de Khtsaberd et Hin Tagher de la région de Hadrut, qui, au moment de la signature de la déclaration, étaient sous le contrôle de l'armée de défense du Karabakh. Ils étaient donc restés sur les positions tenues par la partie arménienne, comme l'exige le premier paragraphe de la déclaration trilatérale, et leur capture est une conséquence directe de la violation du cessez-le-feu.

Procureur général : Toute tentative de déstabilisation interne doit faire l'objet d'une évaluation juridique/ La presse indique que lors de la session du conseil d'administration du bureau du procureur général, le Procureur général, Artur Davtyan, a évoqué la situation politique interne du pays et a donné plusieurs ordres. Davtyan estime qu'il est nécessaire de réprimer toute tentative de déstabilisation interne dans le pays. Il a ajouté que les procureurs et les agents de la force publique devraient être guidés uniquement par les principes de retenue politique et de neutralité et agir dans l'intérêt de l'État et de la loi.

Le Maire de Spitak et le Vice-gouverneur de la région de Gegharkunik se sont joins aux demandes de démission de Pachinian/ Le maire de Spitak, Gagik Sahakyan, a rejoint l'opposition et a exigé la démission du gouvernement de Pachinian. Selon lui, le gouvernement est incapable d'agir dans l'intérêt de la sécurité du pays. Sahakyan a aussi exprimé son soutien à l'armée. Le vice-gouverneur de la région de Gegharkunik, l'ancien commissaire militaire, général de division, Genrik Muradyan, a démissionné. Il a souligné qu'en tant que général, se trouvant aux origines de l'armée arménienne, il ne pouvait pas supporter ce qui se passait, et selon sa déclaration, il quitte le poste de Vice-gouverneur et rejoint la déclaration de l'état-major général, ainsi que soutient le chef d'état-major général.

Entrée en vigueur du CEPA/ Le 1er mars 2021, l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et l'Arménie (CEPA) est entrée en vigueur. Il a maintenant été ratifié par la République d'Arménie, tous les États membres de l'UE et le Parlement européen.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.